



Treaty Series No. 15 (1952)

AGREEMENT FOR
THE ESTABLISHMENT OF
A GENERAL FISHERIES COUNCIL
FOR THE MEDITERRANEAN

ROME, 24TH SEPTEMBER, 1949

[The Government of the United Kingdom accepted
the Agreement on 20th November, 1950]

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs to Parliament
by Command of Her Majesty
April 1952*

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

SIXPENCE NET

Cmd. 8508

LE CONSEIL GENERAL DES PECHEES POUR LA MEDITERRANEE

ACCORD

Rome, le 24 septembre 1949

PREAMBULE

Les gouvernements de la France, de la Grèce, de l'Italie, du Liban, du Royaume-Uni, de la Turquie et de la Yougoslavie, Membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, ayant un mutuel intérêt au développement et à l'utilisation appropriée des ressources de la mer Méditerranée et des eaux adjacentes, et désirant en outre atteindre leurs buts à l'aide de la coopération internationale favorisée par l'établissement d'un Conseil général méditerranéen des Pêches, conviennent de ce qui suit:

ARTICLE I

Le Conseil

1. Les gouvernements contractants sont d'accord pour établir un Conseil qui sera connu comme le Conseil général des Pêches pour la Méditerranée, qui ci-après sera appelé le Conseil, ayant pour objet l'exercice des fonctions et l'accomplissement des tâches définies à l'Article III suivant.

2. Les Membres du Conseil seront les gouvernements qui accepteront cet Accord en conformité avec les dispositions de l'Article VIII suivant.

ARTICLE II

Organisation

1. Chaque gouvernement d'Etat Membre est représenté aux réunions du Conseil par un délégué unique qui peut être accompagné par un suppléant, par des experts et des conseillers. La participation des suppléants, experts et conseillers aux séances du Conseil ne leur donne pas le droit de vote, excepté dans le cas où un suppléant remplace le délégué en son absence.

2. Chaque gouvernement d'Etat Membre dispose d'une voix. Les décisions du Conseil peuvent être prises par une simple majorité des votes émis, sauf dispositions différentes prévues par cet Accord. La majorité absolue des Membres du Conseil constitue un quorum.

3. Le Conseil élit le Président et deux Vice-Présidents.

4. Le Conseil fixe la fréquence, la date et les lieux de ses réunions, constitue les commissions qui lui paraissent opportunes et arrête les règles régissant sa procédure.

5. Le Président convoque le Conseil au moins une fois par an, sauf avis différent exprimé par une majorité des gouvernements des Etats Membres. La première réunion sera convoquée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur de cet Accord et à tel endroit qu'elle désignera.

6. Le Siège du Conseil sera auprès du Siège du Bureau régional européen de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, actuellement à Rome, Italie.

7. L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture fournira le Secrétariat pour le Conseil.

ARTICLE III

Fonctions

Le Conseil a les fonctions et les tâches suivantes:

- (a) Exposer tous les problèmes océanographiques et les aspects techniques du développement et de l'utilisation appropriée des ressources aquatiques;
- (b) Encourager et coordonner les recherches et l'application des méthodes perfectionnées employées dans le domaine de la pêche et des industries connexes en vue de l'utilisation des ressources aquatiques;
- (c) Rassembler, publier, ou diffuser de toute autre façon, toutes les informations océanographiques et techniques se rapportant aux ressources aquatiques;
- (d) Recommander aux gouvernements des Etats Membres telle recherche nationale ou internationale et les projets de développement jugés nécessaires ou souhaitables afin de combler les lacunes existant dans ces connaissances;
- (e) Entreprendre, quand on le jugera opportun, des recherches en commun et élaborer des projets de développement dans ce but;
- (f) Proposer et, quand cela sera nécessaire, adopter des mesures susceptibles de déterminer la standardisation de l'outillage scientifique, des techniques et de la nomenclature;
- (g) Etudier d'une manière comparative les législations relatives à la pêche en vue de recommander aux gouvernements des Etats Membres de les coordonner dans la mesure du possible;
- (h) Encourager les études relatives à l'hygiène et à la prophylaxie des maladies professionnelles des pêcheurs;
- (i) Aider par ses bons offices les gouvernements des Etats Membres à obtenir le matériel et l'outillage essentiels;
- (j) Etablir des rapports sur toutes questions relatives à tous les problèmes océanographiques et techniques, tel que cela peut lui être recommandé par les gouvernements des Etats Membres ou par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et, s'il le juge opportun, par d'autres organisations internationales, nationales ou privées, ayant des intérêts connexes;
- (k) Présenter un rapport annuel sur ses activités aux gouvernements des Etats Membres et à la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, adresser chaque fois qu'il le jugera nécessaire tous rapports à cet organisme sur les questions de sa compétence.

ARTICLE IV

Zone

Le Conseil exercera les fonctions et accomplira les tâches énoncées à l'Article III dans les eaux méditerranéennes telles qu'elles sont géographiquement définies. Si cependant le Conseil envisageait des recherches en dehors de ce domaine, il prendra les accords nécessaires avec les gouvernements et les organisations intéressés en conformité avec le paragraphe (j) de l'Article III.

ARTICLE V

Coopération avec les Organisations internationales

1. Le Conseil coopérera étroitement avec les autres organisations internationales sur des questions d'intérêt mutuel.

2. Le Conseil confiera, s'il le juge opportun et utile, aux organismes visés ci-dessus celles des tâches prévues à l'Article III qui ont un caractère scientifique.

ARTICLE VI

Frais

1. Les frais engagés par les délégués et par leurs suppléants, experts et conseillers, du fait de leur présence aux séances du Conseil, sont fixés et pris en charge par leurs gouvernements respectifs.

2. Les frais du Secrétariat, y compris ceux afférents aux publications et communications, et, d'autre part, les frais encourus par le Président et les Vice-Présidents du Conseil dans l'accomplissement des fonctions qu'ils exercent pour le Conseil dans l'intervalle des sessions, sont fixés et pris en charge par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture dans les limites du budget annuel qui sera préparé et approuvé conformément au règlement de l'Organisation.

3. Les frais résultant des recherches ou programmes de développement entrepris individuellement par les Membres du Conseil, soit de leur plein gré, soit sur la recommandation du Conseil, sont fixés et pris en charge par leurs gouvernements respectifs.

4. Les frais résultant de recherches ou de projets de développement entrepris en commun conformément aux dispositions de l'Article III, paragraphes (d) et (e), sont, sauf décision contraire, fixés et pris en charge par les gouvernements des Etats Membres, qui se mettent d'accord sur la forme et l'importance de leurs apports respectifs.

ARTICLE VII

Amendements

Tout amendement au présent Accord devra être approuvé par une majorité des deux tiers de la totalité des Membres du Conseil. Une exception à cette règle est prévue dans les cas suivants:

- (1) Les amendements à l'Accord portant extension des attributions du Conseil doivent être approuvés par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, outre l'approbation par la majorité des deux tiers de la totalité des Membres du Conseil.
- (2) Les amendements à l'Accord qui portent sur l'extension des pouvoirs du Conseil pour l'engagement de frais incombant à l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, doivent être approuvés par une majorité des deux tiers de la totalité des Membres du Conseil et par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

ARTICLE VIII

Acceptation

1. Le présent Accord est subordonné à l'acceptation des gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

2. Le présent Accord est également soumis à l'acceptation des gouvernements des Etats qui ne sont pas Membres de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture, sous réserve de l'approbation de la Conférence et des deux tiers des Membres du Conseil. Ces gouvernements peuvent participer aux activités du Conseil s'ils assument une part proportionnelle des dépenses du Secrétariat, laquelle devra être fixée par le Conseil et approuvée par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

3. Les avis d'acceptation du présent Accord seront remis au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, qui en informera aussitôt tous les gouvernements intéressés.

ARTICLE IX

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entre en vigueur à partir de la date de réception du cinquième avis d'acceptation.

2. Les avis d'acceptation reçus après l'entrée en vigueur du présent Accord prennent effet à partir de la date de leur réception par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, qui en informera aussitôt tous les gouvernements intéressés et le Conseil.

ARTICLE X

Retraits

Tout Etat Membre peut, à l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date à laquelle le présent Accord entre en vigueur pour lui, dénoncer cet Accord en en informant par écrit le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, qui, à son tour, en informera tous les gouvernements intéressés et le Conseil. L'acte de retrait prend effet après une période de trois mois à compter de la date de sa réception par le Directeur général.

Elaboré à Rome, ce vingt-quatre septembre mil neuf cent quarante-neuf, en langue française, en un seul exemplaire qui sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Des copies certifiées conformes en seront distribuées aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

[Translation]

GENERAL FISHERIES COUNCIL FOR THE MEDITERRANEAN AGREEMENT

Rome, 24th September, 1949

PREAMBLE

The Governments of France, Grèce, Italy, the Libanon, Turkey, the United Kingdom and Yugoslavia, Members of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations, having a mutual interest in the development and proper utilisation of the resources of the Mediterranean and contiguous waters, and desiring to further the attainment of their objectives through international co-operation which would be furthered by the establishment of a General Fisheries Council for the Mediterranean, agree as follows:—

ARTICLE I

The Council

1. The contracting Governments agree to establish a Council to be known as the General Fisheries Council for the Mediterranean, hereinafter referred to as the Council, for the purpose of exercising the functions and discharging the responsibilities set forth in Article III below.

2. The Members of the Council shall be the Governments which accept this Agreement in accordance with the provisions of Article VIII below.

ARTICLE II

Organisation

1. Each Member Government shall be represented at sessions of the Council by one delegate, who may be accompanied by an alternate and by experts and advisers. Participation in meetings of the Council by alternates, experts and advisers shall not entail the right to vote, except in the case of an alternate who is acting in the place of a delegate during his absence.

2. Each Member Government shall have one vote. Decisions of the Council shall be taken by a simple majority of the votes cast, except as otherwise provided by this Agreement. A majority of the total membership of the Council shall constitute a quorum.

3. The Council shall elect a Chairman and two Vice-Chairmen.

4. The Council shall determine the frequency, dates and place of its sessions, form such committees as it deems desirable, and establish rules governing its procedure.

5. The Chairman shall call a session of the Council at least once a year, unless directed otherwise by a majority of the Member Governments. The initial session shall be called by the Food and Agriculture Organisation of the United Nations within six months after the entry into force of this Agreement and at such place as it may designate.

6. The seat of the Council shall be at the seat of the European Regional Office of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations, now at Rome, Italy.

7. The Food and Agriculture Organisation of the United Nations shall provide the Secretariat for the Council.

ARTICLE III

Functions

The Council shall have the following functions and responsibilities:—

- (a) To formulate all oceanographical and technical aspects of the problems of development and proper utilisation of aquatic resources;
- (b) To encourage and co-ordinate research and the application of improved methods employed in fishery and allied industries with a view to the utilisation of aquatic resources;
- (c) To assemble, publish or otherwise disseminate all oceanographical and technical information relating to aquatic resources;
- (d) To recommend to Member Governments such national and international research and development projects as may appear necessary or desirable to fill gaps in such knowledge;
- (e) To undertake, where appropriate, co-operative research and development projects directed to this end;
- (f) To propose, and where necessary to adopt, measures to bring about the standardisation of scientific equipment, techniques and nomenclature;
- (g) To make comparative studies of the fishery legislation of different countries with a view to making recommendations to its Member Governments respecting the greatest possible co-ordination;
- (h) To encourage research into the hygiene and prevention of the diseases peculiar to the calling of fishermen;
- (i) To extend its good offices in assisting Member Governments to secure essential materials and equipments;
- (j) To report upon such questions relating to all oceanographical and technical problems as may be recommended to it by Member Governments or by the Food and Agriculture Organisation of the United Nations and, if it thinks proper to do so, by other international, national or private organisations, with related interests;
- (k) To report annually upon its activities to Member Governments and to the Conference of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations; and to make such other reports to the Food and Agriculture Organisation of the United Nations on matters falling within the competence of the Council as may seem to it necessary and desirable.

ARTICLE IV

Area

The Council shall carry out the functions and responsibilities set forth in Article III in the Mediterranean waters as they are geographically described. If, however, the Council contemplates studies outside this area, it shall make the necessary arrangements with the Governments and Organisations concerned, in conformity with paragraph (j) of Article III.

ARTICLE V

Co-operation with International Organisations

1. The Council shall co-operate closely with other international organisations in matters of mutual interest.
2. The Council shall, if it so deems opportune and useful, entrust to the international bodies referred to above those responsibilities set forth in Article III which are of a scientific nature.

ARTICLE VI

Expenses

1. The expenses of delegates and their alternates, experts and advisers occasioned by attendance at meetings of the Council shall be determined and paid by their respective Governments.

2. The expenses of the Secretariat, including publications and communications, and the expenses incurred by the Chairman and Vice-Chairmen of the Council, when performing duties on behalf of the Council between Council sessions, shall be determined and paid by the Food and Agriculture Organisation of the United Nations within the limits of an annual budget prepared and approved in accordance with the current regulations of that Organisation.

3. The expenses of research and development projects undertaken by individual members of the Council, whether independently or upon recommendation of the Council, shall be determined and paid by the Governments concerned.

4. The expenses incurred in connexion with co-operative research or development projects undertaken in accordance with the provisions of Article III, paragraphs (d) and (e), unless otherwise available, shall be determined and paid by the Member Governments in the form and proportion to which they shall mutually agree.

ARTICLE VII

Amendments

Any amendment to this Agreement shall require the approval of a two-thirds majority of all the Members of the Council. An exception to this rule is made in the following cases:—

- (1) Amendments to the Agreement enlarging the functions of the Council require the approval of the Conference of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations in addition to approval by a two-thirds majority of all the Members of the Council;
- (2) Amendments to the Agreement enlarging the powers of the Council to incur expenses to be borne by the Food and Agriculture Organisation of the United Nations, shall require the approval of a two-thirds majority of all the Members of the Council and of the Director-General of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations.

ARTICLE VIII

Acceptance

1. This Agreement shall be open to acceptance by Governments which are members of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations.

2. This Agreement shall also be open to acceptance by Governments which are not members of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations with the approval of its Conference and of two-thirds of the Members of the Council. Participation by such Governments in the activities of the Council shall be contingent upon the assumption of a proportionate share in the expenses of the Secretariat, as determined by the Council and approved by the Food and Agriculture Organisation Conference.

3. The notifications of acceptance of this Agreement shall be deposited with the Director-General of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations, who shall immediately inform all the Governments concerned of their receipt.

ARTICLE IX

Entry into Force

1. This Agreement shall enter into force as from the date of receipt of the fifth notification of acceptance⁽¹⁾.

2. Notifications of acceptance received after the entry into force of this Agreement shall take effect on the date of their receipt by the Director-General of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations, who shall immediately inform all the Governments concerned and the Council of their receipt.

ARTICLE X

Withdrawal

Any Member Government may denounce this Agreement after the expiration of two years from the date upon which the Agreement entered into force with respect to that Government by giving written notice of its withdrawal to the Director-General of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations, who shall immediately inform all the Governments concerned and the Council of such withdrawal. Notice of withdrawal shall become effective three months from the date of its receipt by the Director-General.

Drafted at Rome this twenty-fourth day of September one thousand nine hundred and forty-nine, in the French language, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations, which shall furnish certified copies thereof to the Member Governments of the Food and Agriculture Organisation of the United Nations.

(1) The Agreement entered into force on 20th February, 1952.

ACCEPTANCES

Italy	29th May, 1950
United Kingdom	20th November, 1950
Egypt	19th February, 1951
Yugoslavia	12th October, 1951
Israel	20th February, 1952

PRINTED AND PUBLISHED BY HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased from

York House, Kingsway, LONDON, W.C.2 429 Oxford Street, LONDON, W.1

P.O. Box 569, LONDON, S.E.1

13a Castle Street, EDINBURGH; 2 1 St. Andrew's Crescent, CARDIFF

39 King Street, MANCHESTER, 2 Tower Lane, BRISTOL, 1

2 Edmund Street, BIRMINGHAM, 3 80 Chichester Street, BELFAST

or from any Bookseller

1952

Price 6d. net

PRINTED IN GREAT BRITAIN